

La résolution approuvant la politique communale de Fribourg et le futur logo bilingue est acceptée

# Quasi-unanimité pour le bilinguisme

« PATRICK CHUARD

**Ville de Fribourg** » Le soutien au bilinguisme ne fait pas un pli au Parlement de la ville de Fribourg. Ses élus ont approuvé mercredi soir une résolution pour renforcer les mesures en faveur du «bilinguisme vécu» par 54 voix, sans aucune opposition et deux abstentions. Ce texte était signé par les responsables des groupes politiques du Conseil général. La résolution approuve notamment l'initiative de l'exécutif de lancer un concours pour un nouveau logo bilingue de la ville. Le texte appelle à «consolider et amplifier» les efforts entrepris pour préserver le bilinguisme ces prochaines années.

«Fribourg est une ville où l'on vit entre deux langues, c'est une réalité sociale et une richesse historique», a lancé François Yerly-Brault, coprésident du groupe des Verts. Et d'ajouter: «Cette pratique n'est pas figée mais elle participe à une volonté constante de paix et de dialogue. Vivre dans la même ville ne suffit pas, encore faut-il se comprendre et s'écouter. Cette résolution est une invitation à aller plus loin en direction d'un bilinguisme vécu.» L'écologiste précise encore: «Nous ne voulons pas d'une situation pareille à la Belgique où les gens ne peuvent plus se comprendre et ne se parlent plus.»

## Favoriser l'inclusion

Cette résolution est votée alors que l'Etat de Fribourg devrait présenter de manière imminente son projet de loi sur les langues, qui devra préciser les grandes lignes de la Constitution fribourgeoise de 2004. Celle-ci précise, dans son article 6, que «l'Etat et les communes veillent à la répartition territoriale traditionnelle des langues». Elle ajoute que «dans les communes comprenant une minorité linguistique autochtone importante, le français et l'allemand peuvent être les langues officielles».

Or, selon la Communauté romande du pays de Fribourg (CRPF) la «minorité» germanophone en ville de Fribourg ne peut plus être considérée comme «importante» puisque moins de 15% des habitants de la commune parlent officiellement l'allemand. Se fendant d'un *Manifeste pour la paix des langues*, la CRPF a vertement dénoncé au début du mois la volonté de la ville, officiellement



La ville de Fribourg, officiellement francophone, pratique un bilinguisme volontaire dans sa communication officielle. Corinne Aeberhard-archives

francophone, de se doter d'un logo bilingue. Elle y voit une «germanisation à tout prix» de son administration, de ses institutions et de sa communication.

La résolution votée cette semaine est une réponse directe à cette attaque de la CRPF. «Il est impossible d'ignorer le militantisme monolingue de la

CRPF, mais notre résolution s'inscrit plus largement dans le contexte cantonal de réflexion sur les politiques linguistiques», nuance François Yerly-Brault.

La résolution ne précise pas que Fribourg doit devenir une ville officiellement bilingue. «Je ne peux pas répondre au nom des autres élus, mais à titre per-

sonnel c'est une évidence», dit l'écologiste. Ajoutant: «Le bilinguisme n'est pas une affaire de statistique, mais de réalité quotidienne. Ce n'est pas une obligation mais un droit pour favoriser l'inclusion.» Il cite le poète allemand Novalis: «Nous ne nous comprendrons jamais tout à fait mais nous pouvons et

pourrons faire beaucoup mieux que nous comprendre.»

## Fribourg, ville pont

Cheffe du groupe PLR, Véronique Grady souligne le statut de «pont entre les cultures» qui est celui de Fribourg. «Le bilinguisme est vécu aussi bien dans la vie quotidienne, que dans les écoles et les

institutions. Parmi les mesures tangibles, je vous cite l'exemple de l'école de la Vignettaz et de ses classes bilingues 1H et 2H. Le projet pilote a rencontré un tel succès qu'il s'est pérennisé et qu'une filière complète jusqu'en 8H est à l'étude», souligne l'élève.



**«Le bilinguisme est vécu aussi bien dans la vie quotidienne que dans les écoles et les institutions»**

Véronique Grady

Vice-président de la CRPF, Alexandre Papaux prend acte de cette résolution. «Tout le monde est d'accord sur l'intérêt d'apprendre la langue partenaire. Mais une confusion volontaire est entretenue ici entre un bilinguisme bénéfique sur le plan personnel et un bilinguisme imposé au mépris de la territorialité des langues dans une ville qui est officiellement francophone depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle», considère l'ancien juge cantonal.

## «Comme le curare»

Alexandre Papaux fait remarquer que 85% des locuteurs francophones de la commune «ne sont pas forcément bilingues. Si l'allemand devient une langue officielle ils n'auraient plus les compétences pour siéger de manière efficace dans les institutions politiques.» Et de déplorer que les autorités veuillent imposer à toute force un bilinguisme «qui menace précisément la paix des langues.» Assurant qu'on «peut être un minoritaire heureux», il regrette une absence de débat sur la question en ville de Fribourg. «Apparemment, le bilinguisme, c'est comme le curare, ça vous paralyse et ça vous empêche de réfléchir», lance le vice-président de la CRPF. »

## Les comptes déficitaires sont approuvés

**La majorité du Conseil général a donné sa bénédiction aux comptes 2024. Les formations bourgeoises se disent inquiètes.**

Les comptes 2024 de la ville, qui présentent un déficit de 5,2 millions de francs pour un total de charges de 304,5 millions, ont passé la rampe du Conseil général mardi soir. Le grand argentier, Laurent Dietrich (centre), a rappelé que des mesures ont été prises pour 2026, comme le frein à l'engagement, car les charges du personnel ont augmenté de 5,5% par rapport à 2023.

Les partis bourgeois se sont d'emblée abstenus. «La fête est terminée. Après dix exercices de vaches grasses, et plus de 200 millions d'excédents générés ces dix dernières années par la ville de Fribourg, la raison et la rigueur devront désormais guider les réflexions du Conseil communal», a lancé David Krienbühl (plr). Isa-

belle Sob (centre/pvl) a estimé que ce déficit «reflète une hausse structurelle des charges de fonctionnement. La ville est confrontée à une fragilité budgétaire pré-occupante», a-t-elle déclaré.

**La majorité de gauche** s'est plutôt réjouie des réalisations: les investissements sont notamment «visibles dans les rues». Pour le groupe des Verts, ces comptes communaux sont «l'aboutissement d'une législature qui a dû répondre à un rattrapage d'inactions du passé et assoit Fribourg à sa place de capitale cantonale». Nadège Piller (ps) a jugé que «ce résultat préoccupant au premier regard doit être lu avec discernement car nous sortons d'une phase de rattrapage».

Les comptes ont été acceptés par 46 voix, sans opposition, avec 24 abstentions au centre et à droite. Le Conseil général a d'autre part accepté mardi soir le crédit de

2,5 millions de francs pour la rénovation et l'arborisation de l'esplanade de la poste (notre édition du mai). Il a approuvé le lendemain un règlement concernant la taxe communale sur la plus-value en matière d'aménagement du territoire.

Le Conseil communal a en outre indiqué que Fribourg s'est associé à la Déclaration de Lausanne et de Genève sur la situation humanitaire à Gaza. «Face à la tragédie humanitaire qui se déroule en ce moment à Gaza, la Suisse ne doit pas rester inactive et silencieuse», déclare le texte des deux villes lémaniques. «Nous avons décidé de signer cette déclaration car elle met l'accent sur le droit humanitaire», a expliqué le syndic, Thierry Steiert. «Le texte dénonce également l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 et évoque la nécessité de lutter contre l'antisémitisme. C'est un message de paix et pas de haine partisane.» » PC

## Simon Murith et Isabelle Sob candidats

**Le Centre** » L'assemblée du Centre Fribourg-ville a choisi en début de semaine les deux conseillers généraux Isabelle Sob et Simon Murith pour défendre les couleurs du parti à l'élection au Conseil communal en 2026. Quelque 70 membres du Centre ont retenu les candidatures des deux juristes, âgés respectivement de 36 ans et de 34 ans, qui prendront part à la liste commune avec le PLR et l'UDC. Celle-ci pré-

sentera également deux candidats libéraux-radicaux et un agrarien.

Trilingue, Isabelle Sob occupe actuellement le poste de responsable juridique au sein d'une grande entreprise internationale du secteur de l'ingénierie, indique le parti. Elle est membre de la commission financière du Conseil général depuis 2021. Avocat, Simon Murith siège depuis 2017 au parlement de ville, dont il a

assumé la présidence pendant l'année 2024-2025.

Le Centre tient actuellement un siège sur cinq au Conseil communal, occupé par Laurent Dietrich, qui a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat. Le PLR avait perdu son siège lors des précédentes élections. L'exécutif communal compte actuellement deux élus socialistes, un chrétien-social, une verte et un démocrate-chrétien. » PC

## NUMÉRIQUE

**JEAN-PIERRE SIGGEN NOMMÉ**

Le conseiller d'Etat Jean-Pierre Siggen prend la présidence de la Conférence latine des directeurs et directrices du numérique. Il s'agit d'une plateforme d'échanges pour répondre en commun aux défis de la transition numérique, rapporte un communiqué. Le directeur des Finances succède à la Neuchâteloise Crystal Graf. DM

## A la découverte du castor

**Broye** » Les arbres taillés à leur façon, les barrages et les petites huttes, le castor ne passe pas inaperçu au bord de certains cours d'eau du canton, mais ne montre que rarement sa frimousse. Estavayer-le-Lac Région, en collaboration avec l'association de la Grande Carigaie, propose de découvrir l'animal et, peut-être, l'apercevoir lors de balades nocturnes. Celles-ci seront animées par une biologiste qui expli-

quera «le rôle écologique de cet animal emblématique, ses habitudes nocturnes et les défis auxquels il fait face», précise le communiqué de l'organisateur. Deux soirées, au prix de 15 francs pour les adultes et 5 francs pour les enfants, seront données en français, le 7 juin et le 13 août, et une en allemand le 19 juillet. Les départs seront donnés à 20 h 30 au port de Cheyres avec retour à 22 h 30. » PB